60. fraude mécanique

La fraude mécanique

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Dans ce domaine, la situation décrite est spécifique aux États-Unis et ne peut pas être systématiquement appliquée de la même manière dans tous les différents lieux et pays qui sont également touchés par la "privatisation" des fonctions gouvernementales décrite par euphémisme et la promotion des entreprises. Le féodalisme en remplacement du colonialisme.

Cela dit, nous n'avons aucune raison de soupçonner que des moyens identiques ou similaires ne sont pas appliqués dans d'autres pays; nous n'avons tout simplement pas enquêté sur cette partie de la fraude globale sur une base internationale.

Ainsi, aux États-Unis, nous avons pu déterminer que les sociétés municipales fournissant les fonctions du gouvernement fédéral ont très peu accordé le pouvoir d'exécution au sein des États de l'Union, ce qui reste vrai malgré leur substitution de leurs propres opérations de franchise en tant que " Entreprises d'État.

Les pouvoirs réglementaires fédéraux se limitent à la fabrication, à la vente et au transport interétatiques de l'alcool, du tabac et des armes à feu et à la clause de commerce interétatique qui se trouve dans chacune des constitutions fédérales.

Nous noterons que les "armes à feu" référencées ne sont pas des fusils, des fusils de chasse ou des pistolets --- les armes à feu sous l'autorité de régulation fédérale sont plus grandes que 50 mm d'artillerie, de mortiers et d'armes similaires plus souvent considérées aujourd'hui comme des armes de qualité militaire.

Nous constaterons également que «l'État» exige le franchissement des frontières physiques et que «commerce» signifie les affaires menées entre deux entités constituées en société, et que l'intention de la clause de commerce interétatique elle-même est d'empêcher l'obstruction au commerce entre les États et n'est pas destinée à fournir restrictions au commerce.

Cela laisse très peu au gouvernement fédéral en termes de pouvoir d'exécution applicable dans les États de l'Union, mais au fil des ans, divers moyens néfastes ont été utilisés pour échapper à ces limitations légales.

Nous avons déjà décrit le processus par lequel les Américains sont mal caractérisés en tant que personnes territoriales britanniques, et comment ces personnes sont "perdues en mer", déclarées "légalement mortes" - et comment leurs successions sont ensuite transformées en franchises Municipal Corporation exploitées sous les noms de la victime , exprimé en majuscules.

Un processus quelque peu similaire de fausse déclaration et de mauvaise caractérisation par usurpation d'identité est utilisé pour fournir des pouvoirs d'exécution illicites.

Notons également que dans le cadre du processus de conversion illégal, la common law américaine a été remplacée séquentiellement par la loi militaire / amirauté (en s'adressant au territoire britannique américain). Citoyens) puis avec Municipal Maritime - c'est-à-dire le droit commercial, s'adressant aux citoyens municipaux des États-Unis.

Avant de commencer à discuter de la mécanique, observons qu'il existe deux types de citoyens étrangers employés par les deux sociétés municipales opérant à partir de leur base d'origine dans le district de Columbia --- Territorial britannique États-Unis. Citoyens et citoyens municipaux des États-Unis, et veuillez noter que les citoyens municipaux des États-Unis peuvent être vivants (clercs postaux, par exemple) ou morts - comme dans le cas des franchises, sociétés, successions et même public transmettant des services publics nommés d'après des personnes vivantes.

L'existence de ces différents types de citoyens opérant dans des capacités différentes nécessite deux voies de poursuites différentes et deux formes de droit différentes.

Dans notre observation directe depuis plus de vingt ans, lorsqu'un citoyen municipal des États-Unis est nommé défendeur dans une affaire civile ou pénale, le nom du défendeur apparaît dans toutes les majuscules, comme ceci: ROBERT ALBERT MURRAY, et ils sont jugés en vertu du droit commercial.

Quand un territoire britannique américain. Le citoyen est appelé accusé dans une affaire civile ou pénale, son nom apparaît dans les affaires supérieures et inférieures comme ceci: "John Thomas Anderson", et ils sont jugés en vertu du droit militaire.

Les citoyens municipaux des États-Unis continuent d'être poursuivis de manière générale en vertu des présomptions prévues par le quatorzième amendement à la Constitution d'entreprise qui nous a été imposé par la Scottish Commercial Corporation faisant affaire sous le nom de "États-Unis d'Amérique" --- Corporated, en 1868.

Ces DÉFENDANTS municipaux sont réputés coupables jusqu'à ce que leur innocence soit prouvée et sont donc jugés à l'avance comme des criminels en attente de condamnation à la discrétion du juge. Les actes d'accusation contre EUX peuvent découler de tout code ou titre fédéral, mais l'exécution relève toujours du titre 27 du Code fédéral territorial britannique, qui déclare en outre au 27 CFR 72.11, que tous les délits sont des délits commerciaux.

Le titre 27 confère un pouvoir d'exécution armé au Bureau de l'alcool, du tabac et des armes à feu, dans le cadre de son pouvoir réglementaire sur la fabrication, le transport ou la vente interétatiques d'alcool, de tabac et d'armes à feu.

Tous les DÉFENDANTS municipaux peuvent être inculpés en vertu de tout titre, mais l'exécution est toujours en vertu du titre 27.

Ainsi, célèbre, DONALD J. TRUMP est inculpé en vertu du titre 18, mais l'exécution de cette action relève du titre 27 --- spécifiquement en vertu du 27 CFR 72.11, car il s'agit d'un acte d'accusation pénal.

L'application sera confiée au Bureau de l'alcool, du tabac et des armes à feu.

De même, les États-Unis. Les citoyens défendeurs peuvent être inculpés en vertu de tout titre, mais l'exécution relève du titre 50. Si le défendeur nommé était "Donald J. Trump "nous envisagerions l'application de la loi en vertu de la loi sur le commerce avec l'ennemi (actes d'accusation civils) ou du Code militaire de justice - loi sur l'amirauté (actes criminels).

Les actes d'accusation peuvent donc provenir de n'importe quel titre, mais l'application aux États-Unis est extrêmement limitée et disponible sous seulement deux titres du Code fédéral.

Il est peut-être venu à l'esprit de quelqu'un de demander --- comment tous ces crimes et problèmes civils sont-ils attachés et appliqués en vertu de seulement deux pouvoirs réglementaires fédéraux extrêmement limités?

Ils mentent.

L'Internal Revenue Service / IRS conserve un dossier Masterfile codé sur chaque Américain de la naissance à la mort. Ils développent un récit constant et faux sur chaque Américain, qui implique cet Américain dans une activité réglementée par le Bureau de l'alcool, du tabac et des armes à feu.

Ainsi, un homme qui est en fait un mécanicien automobile professionnel vivant dans le Michigan peut être mal qualifié de marchand d'armes international vendant des armes à feu en Malaisie.

Une femme au foyer qui a vécu toute sa vie dans une petite ville du Minnesota peut être mal caractérisée en tant que gestionnaire d'une entreprise d'exportation de vin à Tanger.

L'Internal Revenue Service / IRS crée ces faux dossiers pour deux raisons --- (1) afin qu'ils puissent emprunter les pouvoirs d'exécution armés de leur agence sœur, le Bureau de l'alcool, du tabac et des armes à feu, et (2) afin qu'ils peuvent utiliser ces identités étrangères offshore pour les reçus de blanchiment d'argent des soi-disant Black Ops --- ventes d'armes, production de drogue, traite des êtres humains, etc., - et à des fins d'évasion fiscale des sociétés municipales.

Lorsque l'Internal Revenue Service (Territorial) ou l'IRS (Municipal) veut "faire exploser" quelqu'un pour fraude fiscale, il emmène ses dossiers de faux récit au Bureau de l'alcool, du tabac et des armes à feu et le BATF prend en charge l'application, marie l'équipement, fournit des commissions de poche et remplace les employés de l'IRS --- et partage leurs pouvoirs d'exécution armés avec l'IRS sur la base du propre faux récit de l'IRS reliant le "contribuable" ciblé aux activités réglementées par BATF.

C'est simple, efficace, interne et le dos de tout le monde est couvert, sauf, bien sûr, pour la malheureuse victime de toute cette fraude et tromperie institutionnalisées, qui se tient dans le dossier entièrement confus et incapable de se défendre contre l'assaut du venin qu'ils recevoir.

Comment pourraient-ils se défendre, alors qu'ils n'ont aucune idée qu'ils sont accusés de vendre des armes au Venezuela et de ne pas payer l'impôt fédéral sur le revenu sur leurs revenus de cette activité réglementée?

Molly du Minnesota va se tenir là comme un cerf dans les phares et le juge va lire le dossier de l'IRS comme le BATF le lit, et il va conclure que Molly est coupable comme accusé, et il va confisquer sa maison et l'envoyer en prison fédérale pour évasion fiscale - même si Molly n'a pas mis les pieds à Tanger et n'a aucun revenu fédéral à taxer.

Des personnes totalement innocentes subissent ces outrages chaque jour dans ce pays et tout est de la faute des sociétés municipales privées à but lucratif et de leur personnel qui gèrent ces stratagèmes de fraude criminelle fondés sur l'usurpation d'identité des victimes en tant que PERSONNES étrangères, faux dossiers fournis par l'Internal Revenue Service / IRS, mauvaise application fournie par le Bureau de l'alcool, du tabac et des armes à feu / BATF, et des officiers de justice corrompus.

Le même régime de base est pratiqué contre les prétendus adjudants territoriaux britanniques du British Merchant Marine Service agissant en tant que contribuables pour le roi et étant facturé en vertu du titre 50. Ceci est plus rare et plus grave car il est jugé par une loi plus draconienne autorisant l'application sous les auspices militaires, de sorte que l'application est plus violente et sévère. Si possible, cette deuxième option - qui vient après la première option, le Municipal COURT, a échoué --- est encore plus bidon.

Dans ce scénario secondaire, la victime américaine est mal qualifiée d'adjudant non commissionné au sein du British Territorial Merchant Marine Service accusé de ne pas avoir déclaré les impôts perçus pour le roi dans les affaires civiles ou, alternativement, comme officier étranger en guerre avec le gouvernement territorial britannique et engagé dans la piraterie ou la remise en état contre le monarque britannique dans les affaires pénales. Ces affaires sont jugées par un tribunal siégeant en tant que tribunal militaire et les sanctions infligées pour des infractions même mineures sont très sévères.

Ces poursuites impliquent plus souvent des hommes qui sont propriétaires d'entreprise ou propriétaires de ranch qui ont réussi à repousser les tentatives de l'IRS municipal de les piéger, et qui ne sont pas préparés à réfuter davantage la deuxième vague de fausses accusations et d'usurpations d'identité qui leur ont été mal adressées.

Cette fraude fondamentale au cœur de l'administration et des finances des sociétés municipales et de leurs opérations dans ce pays a entraîné la prolifération de la criminalité dans l'ensemble du secteur des services gouvernementaux de l'économie et à tous les niveaux d'administration.

On estime maintenant que 25 millions d'employés du gouvernement travaillent pour les sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia et leurs activités de franchise aux niveaux de l'État et du comté et plus de 50 000 de ces prétendues agences "gouvernementales" et franchises

dans l'ensemble (il devrait y avoir moins de 5 000 entités de ce type) --- et ils sont tous engagés dans une forme de racket, d'extorsion, ou toute autre forme de coercition financière ou comportementale contre le grand public et contre l'intérêt public.

Les premiers Big Lies racontés contre les bébés américains dans leur berceau sont suivis de plus de Big Lies compilés par l'Internal Revenue Service / IRS en tant que faux dossiers, et bientôt, nous avons également de faux dossiers utilisés pour discréditer les candidats à la présidence. Michael Hayden, ancien directeur de la CIA, se vante de la façon dont tout est un mensonge et de la façon dont le mensonge est une compétence essentielle et fait partie de la fonction gouvernementale, etc., et cela se répercute sur les programmes de formation enseignant aux recrues "Comment mentir" fournis dans State Trooper Academies à l'échelle nationale.

Nous souhaitons que toutes ces absurdités frauduleuses s'arrêtent et soient dénouées avec empressement et détermination par les responsables.

Nous souhaitons l'effondrement et la liquidation d'environ 40 000 "entités gouvernementales" d'entreprises inutiles et contractuellement non consensuelles et la déchéance d'au moins 6 200 franchises "gouvernementales" du comté, 100 franchises d'État et environ 100 Territoriaux et Municipaux. Les sociétés essentielles à notre défense militaire.

Nous souhaitons que les services gouvernementaux et gouvernementaux à tous les niveaux soient considérablement et définitivement réduits et réduits pour fournir ces "services gouvernementaux essentiels" que nous avons contractuellement accepté de recevoir, de la manière dont nous avons accepté de les recevoir, et très peu d'autres.

Nous souhaitons que la majeure partie des employés du gouvernement soient renvoyés chez eux et qu'ils soient réemployés dans des emplois productifs réels.

Nous souhaitons que les membres des congrès territoriaux et municipaux respectent les limites de leurs positions et de leurs autorisations de dépenser, et cherchent par ailleurs à maintenir la stabilité au milieu du changement et à se préparer à se retirer des fonctions supplémentaires assumées une fois les élections à la fonction publique tenues pour le Congrès continental et le Congrès de la République fédérale américaine.

Nous souhaitons l'honnêteté, la simplicité et la responsabilité de tout gouvernement qui nous sert.

Cette partie de notre présentation traite de la mécanique d'une source centrale de criminalité et de fraude institutionnalisée intégrée à l'administration des sociétés municipales qui sont censées fournir ici des "services gouvernementaux essentiels". Cette discussion ne suggère pas que c'est la seule source de corruption.

L'arrêt de ces activités inappropriées et la portée excessive des autorités chargées de l'application des lois et la fermeture globale de la prolifération insensée des franchises, agences et entrepreneurs des ONG "gouvernementaux" seront une étape géante vers le respect de nos traités et contrats de services, la réduction des dépenses publiques et la réintroduction la vérité en tant que concept que tous les sous-traitants des services gouvernementaux doivent honorer.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

Délivré le 13 juin 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

---

Revision #1
Created 2025-02-22 23:32:31 UTC by Bee
Updated 2025-02-22 23:32:31 UTC by Bee